

ASSEMBLÉE NATIONALE

7 mai 2020

PROROGÉANT L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE ET COMPLÉTANT SES DISPOSITIONS -
(N° 2905)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 316

présenté par

M. Ratenon, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
Mme Ressiguier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE 7

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

"Par cet amendement, nous entendons rappeler l'abandon des territoires d'Outre-mer par ce Gouvernement. Alors que certains territoires tels que la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna, ou encore Saint Pierre et Miquelon, ont été plus ou moins épargnés par l'épidémie, uniquement grâce à la chance ; la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, Mayotte et la Guyane connaissent des situations préoccupantes.

Au-delà du confinement, nos concitoyens martiniquais ont dû faire face à d'importantes coupures d'eau pendant plusieurs jours en raison de la sécheresse, une situation pratique alors que le premier des gestes barrières est de se laver les mains. Mme Girardin a également reconnu lors de son audition par la mission d'information du 14 avril dernier qu'il existait de problèmes « de faim » en Guyane et à Mayotte, en raison d'un mauvais fonctionnement du travail informel et d'absence d'aides suffisantes apportées par l'Etat. Sans oublier la Réunion, où fin mars, le personnel soignant a reçu un stock de 120 000 masques FFP2 pourris ! Il y a quelques semaines, toujours à la Réunion, l'ARS a interdit aux pharmacies de fournir des masques aux personnels soignants, allant ainsi à l'encontre de la consigne établie à l'échelle nationale !

A Mayotte, département déjà sinistré frappé par une épidémie de dengue depuis des mois et plus grand désert médical de France, 84% des habitants vivent sous de seuil de pauvreté, un tiers d'entre eux ne disposent pas d'eau courante d'après l'Insee, et le territoire ne comptait que 16 lits de réanimation au début de l'épidémie, insuffisamment augmentés depuis ! Un très grand nombre de logements ne sont que des bangas, soit de minuscules maisons de tôle, plus proches de cabanes que

d'habitat, où vivent de nombreuses familles, entassées à 6 ou 7. Les enseignants ont reçu les mêmes consignes qu'en métropole, celles d'utiliser des plateformes numériques, alors même que 80% des élèves n'ont ni ordinateur, ni connexion ! Incapable de répondre aux besoins vitaux des populations, la préfecture a dû faire appel à la Croix-Rouge, qui a installé dans plusieurs villes des bornes-fontaines monétiques et des points d'accès à l'eau accessibles grâce à des cartes numériques. Comment le confinement et la distanciation sociale ont-ils pu et continuent-ils à s'appliquer dans ces conditions, indignes de la 6ième puissance mondiale !

"